

Burundi : un dur du régime, Alain-Guillaume Bunyoni, devient Premier ministre

@rib News, 23/06/2020 Source AFP L'Assemblée nationale burundaise a approuvé mardi la nomination par le président Ndayishimiye d'Alain-Guillaume Bunyoni (photo), l'un des durs du régime, comme Premier ministre, en l'absence des députés du principal parti d'opposition qui ont boycotté la séance.

"Le Commissaire de police général Alain-Guillaume Bunyoni a été approuvé par 92 voix pour et 2 contre sur les 94 députés votants", a annoncé le président de l'Assemblée nationale, Pascal Nyabenda, à l'issue du vote. Le poste de Premier ministre est nouveau. Il a été créé à la faveur de la nouvelle Constitution adoptée en 2018. Le président burundais était jusque-là secondé de deux vice-présidents, l'un en charge des affaires politiques et militaires, l'autre des affaires économiques et sociales. Plus haut gradé de la police burundaise, le commissaire de police général Bunyoni était déjà considéré comme le véritable numéro deux du régime depuis la crise politique de 2015 et le chef de file des durs parmi le groupe de généraux qui contrôlent le pouvoir burundais. Elu en mai, le président Ndayishimiye a investi jeudi, deux mois plus tôt que prévu, après la mort de son prédécesseur Pierre Nkurunziza, décédé subitement le 8 juin, à l'âge de 55 ans après 15 années au pouvoir, officiellement d'un "arrêt cardiaque". Le gouvernement a annoncé mardi que M. Nkurunziza serait inhumé vendredi à Gitega, la capitale administrative du pays. La nomination de M. Bunyoni est "un très mauvais signal" et signifie "une plus grande emprise des généraux sur le pouvoir, un renforcement de l'impunité des crimes et un défi à la communauté internationale", a estimé l'une des figures de la société civile en Afrique Pacifique Nininahazwe. M. Bunyoni, qui était jusque-là ministre de la Sécurité publique, fait l'objet de "sanctions des États-Unis depuis 2015 pour son rôle dans la répression sanglante en cours dans le pays", a-t-il rappelé dans un entretien avec l'AFP. La candidature très controversée de M. Nkurunziza à un troisième mandat en avril 2015 avait débouché sur une crise politique qui a fait plus de 1.200 morts et conduit 400.000 Burundais à l'exil. Le nouveau chef du gouvernement est considéré par l'ONU et les ONG de défense des droits de l'homme comme l'un des principaux acteurs de la machine répressive du pouvoir. "Bunyoni a les mains sales, mais il a une réputation d'efficacité et d'autorité", a analysé pour l'AFP un diplomate africain ayant requis l'anonymat. "C'est un choix très habile pour le président Ndayishimiye, qui doit consolider son assise et qui répond à des soucis d'équilibre interne au sein de la junte militaire qui contrôle le pays". L'Assemblée nationale a également approuvé la nomination comme vice-président de Prosper Bazombanza, un Tutsi membre du parti Uprona. Il avait déjà été premier vice-président de 2014 à 2015. Réservé par la Constitution à un membre d'une ethnie et d'un parti différents de ceux du président, ce poste a été dépourvu de toutes les prérogatives et n'est plus que "symbolique" selon plusieurs experts. M. Ndayishimiye avait demandé à ce que ces deux nominations soient confirmées le plus tôt possible, pour que le gouvernement soit en place dès jeudi et puisse assister aux funérailles de M. Nkurunziza, a expliqué à l'AFP un haut cadre du parti au pouvoir, sous couvert d'anonymat. Le principal parti d'opposition, le Conseil national pour la liberté (CNL) d'Agathon Rwaso, a boycotté cette séance parlementaire, reprochant au président Ndayishimiye d'avoir commis une "tricherie" en accordant la procédure.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});